

**DANS LE CONTEXTE DE BAISSSE DES COURS DU PÉTROLE**

# L'augmentation de la production sera-t-elle rentable ?

**Avec des prix fortement à la baisse, l'augmentation de la production d'hydrocarbures pourrait certes se traduire en volumes d'exportation plus importants mais risque d'être cependant peu rentable. Faudrait-il revoir le cap en matière de production ?**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le marché pétrolier affiche encore de l'inquiétude. Les prix de l'or noir continuent d'enregistrer une tendance baissière. Avant-hier, les cours ont clôturé en forte baisse tant à New York à 45,17 dollars le baril, en recul de 1,95 dollar, et à Londres à 49,52 dollars, en diminution de 2,69 dollars. Certes, les cours ont rebondi hier matin en Asie, les cours du Light Sweet Crude (WTI) qui ont gagné 31 cents atteignaient les 45,48, tandis que le baril de Brent prenait 32 cents, valant les 49,84 dollars.

En cours d'échanges diurnes européens, le baril de Brent valait 50,36 dollars, en hausse de 84 cents par rapport à la clôture de la veille, tandis que le WT gagnait 79 cents à 45,96 dollars. Néanmoins, un rebond assez relatif dans la mesure où les cours oscillent encore autour des 50 dollars le baril et que les facteurs de la baisse des cours n'ont pas changé, voire se sont accentués.

Avec une demande pétrolière qui suscite encore l'inquiétude, la croissance économique mondiale demeurant faible et l'économie chinoise montrant des signes d'affaiblissement, et un excès d'offre qui peine à être résorbé et que la possible augmentation de la production iranienne risque encore d'accroître, la perspective de voir

les prix de l'or noir se raffermir relève certainement de l'illusoire.

En chute accélérée depuis maintenant une année, dégringolant d'au moins 50% par rapport à leurs niveaux du début 2014 et retrouvant leurs bas niveaux d'il y a six ans, les cours de l'or noir risquent ainsi de poursuivre leur baisse à court et à moyen terme. Et ce, dans le contexte où la politique monétaire en œuvre aux Etats-Unis, le raffermissement du dollar et l'effet limité de la baisse de la production américaine ne sont pas de nature à encourager la remontée des prix. Mais aussi dans la mesure où l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) manque de réactivité face à la chute des cours, continuant à surproduire sans modifier sa politique commerciale. Pays membre de l'Opep, dont les revenus mais aussi la politique économique ont été négativement impactés par la baisse des cours, l'Algérie devrait voir sa production d'hydrocarbures augmenter, à la faveur de l'entrée en service progressive de certains gisements.

Ce faisant, le rebond de la production algérienne serait-il opportun ? Certes, une augmentation de la production, évaluée officiellement à 1,2 million de barils par jour, d'au moins 5 à 10% durant les prochains mois, serait positive.

Une telle augmentation signifie, en effet, une amélioration des quantités exportables, celles-ci enregistrant un déclin avéré depuis plusieurs années selon les statistiques des principales institutions nationales.

Outre le fait que la hausse potentielle de la production devrait contribuer à l'amélioration de la couverture domestique, la consommation énergétique connaissant une croissance exponentielle, et réduire de ce fait la facture d'importation.

A charge cependant que le relèvement de la production s'inscrive dans le cadre d'une démarche énergétique autre, davantage optimisée et basée sur les paramètres que nous avons évoqués dans l'article publié dans une édition précédente. Toutefois, cette relance de la production risque d'être peu rentable, en termes de valeur, d'autant que les quantités exportées ne généreront pas des recettes faramineuses en raison de la poursuite de la baisse des prix.

Avec des cours qui devraient, à moins d'impondérables et d'une inversion des fondamentaux et des facteurs conjoncturels, se maintenir autour des 50 dollars, les recettes que l'Algérie engrangerait ne seront pas assez conséquentes. Dans ce contexte, une remise en cause de la stratégie énergétique prônée par l'exécutif, l'intensification de l'effort d'exploration et d'exploitation des gisements, ne serait-elle pas opportune ? En d'autres termes, ne faut-il pas revoir le cap en matière de valorisation des gisements, en rationalisant leur exploitation et même en la gelant dans certains cas ?



Photos : DR

**L'augmentation de la production est évaluée à 1,2 million de barils/jour.**

drait-il pas revoir le cap en matière de valorisation des gisements, en rationalisant leur exploitation et même en la gelant dans certains cas ?

Au lieu d'intensifier l'exploitation, et donc chercher à produire et exporter des ressources fossiles dont la rentabilité n'est pas aussi évidente, pourrait-on décider de laisser les ressources ciblées dans le sous-sol ou tout au moins de n'en extraire que les quantités suffisantes pour satisfaire la demande ? Que ce soit à titre temporaire ou sur le long terme, ne pourrait-on pas ainsi garantir des réserves de pétrole et de gaz disponibles pour les générations futures ? Une

option pertinente mais qui reste conditionnée par le changement du modèle de consommation énergétique, sa rationalisation, le développement des énergies renouvelables et la diversification des sources de génération électrique. Ce qui suppose, au-delà des autres impératifs de bonne gouvernance, de mettre enfin en œuvre une réelle stratégie énergétique, de se doter d'une vision et de développer davantage de réactivité par rapport à l'évolution du marché énergétique mondial, au-delà du discours actuel, assez vétilleux, souvent aphone et même populiste.

C. B.

**UN IMMENSE PROGRAMME D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE SERA LANCÉ DÈS 2016**

## Le secteur de l'habitat, premier concerné

**La réalisation de logements efficaces énergétiquement s'impose comme une nécessité à la maîtrise des consommations énergétiques. D'ailleurs, avoir une nouvelle vision basée sur davantage de rationalisation dans la consommation énergétique dans cet important secteur est plus que recommandé.**

**Salah Benreguia - Alger (Le Soir)** - Le secteur du bâtiment en Algérie (le résidentiel et le tertiaire) consomme plus de 40% du total de l'énergie. Les perspectives de développement du parc de logements, et ce à la faveur des différents programmes mis en œuvre, (AADL 2, LPP, LPA....) inscrits dans l'agenda du gouvernement Sellaal vont, certainement, conduire à un accroissement exponentiel de cette consommation énergétique. Et dans ce contexte, la réalisation de logements efficaces énergétiquement s'impose comme une nécessité à la maîtrise des consommations énergétiques.

D'ailleurs, avoir une nouvelle vision basée sur davantage de rationalisation dans la consommation énergétique dans cet important secteur est plus que recommandé. Que prévoit alors le nouveau programme national d'efficacité énergétique (PNEE) dont le lancement est prévu pour l'année prochaine ? Selon l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisa-



**L'habitat consomme 40% du total de l'énergie.**

tion de l'énergie l'Aprue, le PNEE a pour objectif l'isolation thermique de 100 000 logements/an, la diffusion de 10 millions de lampes à basse consommation et la conversion de 1,3 million de véhicules au GPL à l'horizon 2030.

Il vise essentiellement à réduire graduellement la forte croissance de la consommation d'énergie et à donner de la visibilité aux investisseurs potentiels dans le domaine de la production énergétique.

D'un montant de 900 milliards de dinars dont 54% assurés par l'Etat, les projets du

PNEE permettront à l'Algérie d'économiser 93 millions de TEP, d'éviter l'émission de 200 millions de tonnes équivalents de CO2 et de créer près de 180 000 postes d'emploi d'ici 2030, selon les récentes déclarations de Kamel Dali, directeur des projets à l'Aprue.

Uniquement dans le secteur du bâtiment, le programme prévoit l'isolation thermique de 100 000 logements annuellement (mur, toiture, double vitrage), permettant une économie d'énergie de 25 millions TEP sur 30 ans (durée de vie d'un logement). L'autre domaine concerné par la politique d'efficaci-

té énergétique est l'éclairage. Dans ce sens, l'objectif visé est de diffuser 10 millions de lampes à basse consommation/an.

En parallèle, il sera interdit d'importer les lampes à incandescence à partir de 2016 alors que l'interdiction totale de la commercialisation de ce type de lampes est prévue pour 2020. L'Etat prendra en charge 50% du prix des lampes économiques qui pourront économiser d'ici 2030 près de 19,5 millions de TEP, selon l'Aprue.

Il est également prévu d'installer 100 000 chauffe-eau solaires annuellement avec un apport de l'Etat fixé à 45% du prix de référence de l'installation.

Concernant l'éclairage public, le PNEE vise la substitution de 1,1 million de lampes à mercure, représentant actuellement la totalité du parc national, par des lampes au sodium, plus efficaces, sur une période de trois ans.

Dans le secteur des transports, il est prévu de convertir 50 000 véhicules particuliers au GPL carburant entre 2016 et 2020, et 70 000 véhicules pour la période 2021-2025, et 100 000 véhicules pour 2026-2030, soit un total de 1,3 million de véhicules, avec un apport de l'Etat de 50% des coûts.

En outre, 11 000 bus devraient être convertis au gaz naturel carburant (GNC), l'Etat assurant 100% des coûts, d'après les données de l'Aprue.

S. B.